[Date]

[Nom du ou de la député(e)], député(e)

Chambre des communes

Ottawa (Ontario)

K1A 0A6

Prénom.Nom@parl.gc.ca

[Madame la Députée,] [Monsieur le Député,]

Comme vous le savez, le gouvernement fédéral a récemment annulé les suppressions proposées au financement de la production et de la distribution de livres accessibles. Par cette décision, le gouvernement fédéral reconnaît l’importance des livres accessibles pour la personne sur dix parmi nos concitoyens qui présente une déficience de lecture des imprimés. Je vous écris pour vous remercier de ce sursis et vous demander de faire le nécessaire pour que le Centre d’accès équitable aux bibliothèques (CAÉB) bénéficie d’un financement durable et à long terme. Le CAÉB offre du matériel de lecture dont ont besoin les personnes incapables de lire les imprimés, notamment en raison d’une perte de vision, d’un trouble d’apprentissage ou d’un handicap physique.

Malheureusement, la récente annonce du gouvernement fédéral n’offre aucune garantie de financement à plus long terme, financement qu’il prévoit toujours interrompre intégralement pour l’exercice financier 2024-2025. Sans garantie de financement, le CAÉB pourrait être confronté l’année prochaine à une réduction de 50 pour cent de son budget de production et de distribution, réduction qui aura une incidence désastreuse sur sa capacité à produire et à distribuer du matériel de lecture accessible. Des bibliothèques de partout au pays comptent sur le CAÉB pour offrir, de manière rentable et équitable, des livres accessibles et des services de soutien à leurs clients.

Le gouvernement fédéral a fait la promotion de son engagement envers l’inclusion des personnes handicapées et l’équité à leur égard. Nous savons que l’accès à du matériel de lecture influe directement sur la réussite scolaire, la prospérité économique et l’inclusion sociale, et tout particulièrement pour les quelque trois millions de personnes incapables de lire les imprimés au Canada. Or les suppressions proposées en 2022 et au-delà réduiront l’accès aux livres et aux périodiques, rendant plus difficiles à obtenir les services et les ressources dont bénéficient les personnes incapables de lire les imprimés, tout en accentuant la disparité régionale et de revenus.

Nous ne pouvons envisager une telle perspective. Au nom de nos abonnés, nous vous demandons d’exhorter l’hon. Carla Qualtrough, ministre fédérale de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, et l’hon. Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances du Canada, à s’engager à garantir un financement permanent et stable afin que les personnes incapables de lire les imprimés de partout au Canada ne soient plus laissées pour compte.

Je vous remercie de votre attention et j’attends avec impatience votre réponse personnelle.

Veuillez agréer, [Madame la Députée] [Monsieur le Député], l’expression de mes sentiments les meilleurs.

Nom

Adresse